

Chapitre 8 – Comment lutter contre le chômage ?

Fiche de travail autonome - 3-

Comprendre les politiques de lutte contre le chômage

Objectifs :

- Être capable d'expliquer les politiques macroéconomiques de soutien à la demande globale
- Être capable d'expliquer les politiques d'allègement du coût du travail
- Être capable d'expliquer les politiques de formation
- Être capable d'expliquer les politiques de flexibilisation pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

★ Etape 1 : Comprendre ce qu'est une politique conjoncturelle et une politique structurelle

Activité 1 – Les politiques conjoncturelles pour soutenir la demande globale

Cherchez une définition de politique conjoncturelle (ou politique keynésienne)

 <https://www.lumni.fr/video/comment-keynes-nous-a-sauves-60-ans-apres-sa-mort>

- 1- Quels sont les deux acteurs qui peuvent intervenir en cas de crise d'après Keynes ?
- 2- Recopiez le tableau, puis à l'aide de la vidéo le compléter.

Type de politique conjoncturelle	Politique budgétaire	Politique monétaire
Acteurs	Etat	Banque centrale
Instruments	Budget de l'Etat (baisse des impôts et/ou hausse des dépenses)	Banque centrale
Objectifs	Soutenir la demande	Refinancer l'économie

Définition :

La politique conjoncturelle se compose des politiques ...*budgetaires*... et*monétaires*..... Elle a pour objectif de réduire les effets des chocs de demande : lors de chocs négatifs, elle va mener des politiques de*relance* ou *expansionnistes*

La politique monétaire est menée par la*banque centrale*..... Elle influence la création monétaire des banques à l'aide de son *taux d'intérêt directeur*. Si elle l'augmente, les banques accordent moins de crédits ce qui réduit l'activité économique et réduit l'*inflation*. Si elle le baisse, les banques accordent davantage de crédits ce qui augmente le*PIB* mais génère de l'inflation. En période de crise économique de la demande, les keynésiens considèrent qu'il faut alors ...*augmenter* le taux directeur pour que les crédits soient plus abondants et accroissent la consommation et l'investissement.

Pour les *keynésiens*, la relance budgétaire a un effet *positif*... sur l'économie, permettant d'augmenter le *PIB* Pour les économistes libéraux, il vaut mieux faire de l'.....*austérité*.... sinon la*dette*..... va augmenter à cause des dépenses publiques croissantes.

Activité 2 – Les politiques structurelles et libérales pour lutter contre les rigidités du marché du travail.

 <http://dessinemoileco.com/dou-vient-cho%CC%82mage-y-t-il-remede/>

3- Rappelez les causes du chômage structurel.

4- Quels sont les principaux facteurs de ce chômage d'après la vidéo ?

Manque de flexibilité du marché du travail.

Inadéquation entre les qualifications des travailleurs et les besoins des entreprises.

5- A l'aide de la vidéo et de la synthèse du manuel pp 102-103, complétez le tableau suivant :

	Principe	Exemples de mesures
Politique structurelle	- Améliorer le fonctionnement du marché du travail - Faciliter l'appariement entre l'offre et la demande de travail	- Formation des chômeurs - Valoriser les reconversions - Flexibilité du marché du travail (contrats courts, licenciements facilités)
Politique libérale	Réduire le coût du travail	- Baisser ou supprimer le SMIC - Baisser les cotisations sociales - Réduire la protection de l'emploi

★ ★ Etape 2 — Comprendre les mécanismes d'une politique de relance

Activité 3 – Décrire et expliquer les politiques de relance budgétaire

📖 Doc 1 p 96

Des politiques keynésienne de relance budgétaire pour soutenir la demande globale



 <http://dessinemoileco.com/austerite-ou-relance-comment-choisir/>

1. Comment l'Etat peut-il augmenter le niveau de l'activité économique ?

En  ses dépenses publiques il contribue à l'augmentation du PIB.

2. Quel effet à cette mesure ?

= une relance budgétaire

3. Comment s'appelle ce mécanisme ?

= effet multiplicateur

I public ➡ Dépense publique ➡ Distribution de R ➡ C°

Un investissement constitue une demande adressée aux producteurs de biens d'équipement : ils augmentent leur activité et distribuent des revenus supplémentaires aux salariés ou aux actionnaires. Une partie de ces revenus est consommée et l'autre épargnée.

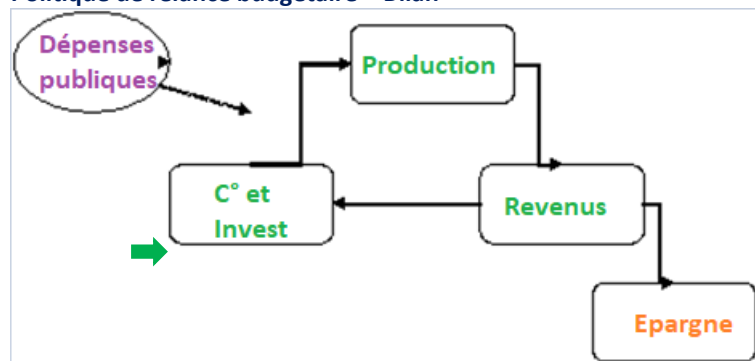
Grâce à cette augmentation de la consommation les producteurs de biens de consommation augmentent leur production puis distribuent des revenus supplémentaires aux salariés et actionnaires, revenus dont une part vient augmenter la demande, etc. C'est un cercle vertueux. L'investissement initial a ainsi permis l'augmentation de la production supérieure à l'investissement initial.

4. En quoi cet effet peut-il être bénéfique pour l'emploi ?

Dépense publique ➡ distribution de R ➡ C° ➡ D anticipée ➡ embauches ➡ Chômage

Comment s'appelle ce type de politique conjoncturelle : = politique budgétaire de relance.

Politique de relance budgétaire – Bilan



Activité 4 – Décrire et expliquer les politiques de relance monétaire

A savoir - Les objectifs de la politique monétaire

La politique monétaire est, avec la politique budgétaire, une **politique conjoncturelle**, c'est-à-dire une politique qui vise à **influer à court terme sur le niveau de l'activité économique** (croissance, inflation et chômage principalement).

Si la banque centrale américaine, la Fed, a comme mission à la fois d'empêcher une trop forte inflation et de faciliter la croissance et l'emploi, les statuts de la **BCE** lui fixent un **objectif prioritaire** : la **lutte contre l'inflation** prime sur les objectifs de croissance et d'emploi. La BCE doit ainsi d'abord veiller à maintenir le taux annuel d'inflation à un niveau inférieur à, mais proche de 2% à moyen terme. C'est seulement si cet objectif est atteint qu'elle peut tenter de satisfaire ses autres objectifs.

1- Rappelez ce qu'est une politique monétaire.

Politique monétaire = politique conjoncturelle menée par la Banque Centrale qui vise à agir sur l'offre de monnaie afin d'assurer la stabilité des prix (= lutter contre l'inflation) et assurer la croissance.

2- Quels sont les objectifs de la Fed ? de la BCE ?

La Fed (= Federal Reserve Bank, la banque centrale américaine) a explicitement pour objectif de lutter contre l'inflation et d'encourager la croissance et l'emploi.

La BCE (Banque Centrale Européenne) a uniquement dans ses statuts l'objectif de lutte contre l'inflation.

<https://www.youtube.com/watch?v=o2u7Xa57y8A>

1. Qui crée la monnaie et comment ?

Les banques commerciales en accordant des prêts aux agents économiques créent de la monnaie scripturale (monnaie inscrite sur les compte bancaire des ménages et des entreprises).

2. Quand de la monnaie est créée, quels en sont les effets sur l'économie ?

Crédits -> Hausse P° et Hausse C° -> Inflation

3. Quand la création monétaire diminue, quels en sont les effets sur l'économie ?

Baisse création monétaire -> monnaie est plus rare -> baisse des prix -> déflation

4- Quel rôle joue la Banque centrale dans la création monétaire ?

La banque centrale contrôle la création de monnaie dans l'économie en accordant +/- facilement des prêts aux banques commerciales

5- Que se passe-t-il quand la Banque centrale baisse son taux d'intérêt directeur ?

Baisse taux directeur -> baisse coût du refinancement pour les bq commerciales -> Elles répercutent cette baisse sur leurs clients -> Baisse taux d'intérêt -> Hausse demande de crédits par les agents économiques -> Hausse de la demande (C° et I) -> Risque d'inflation.

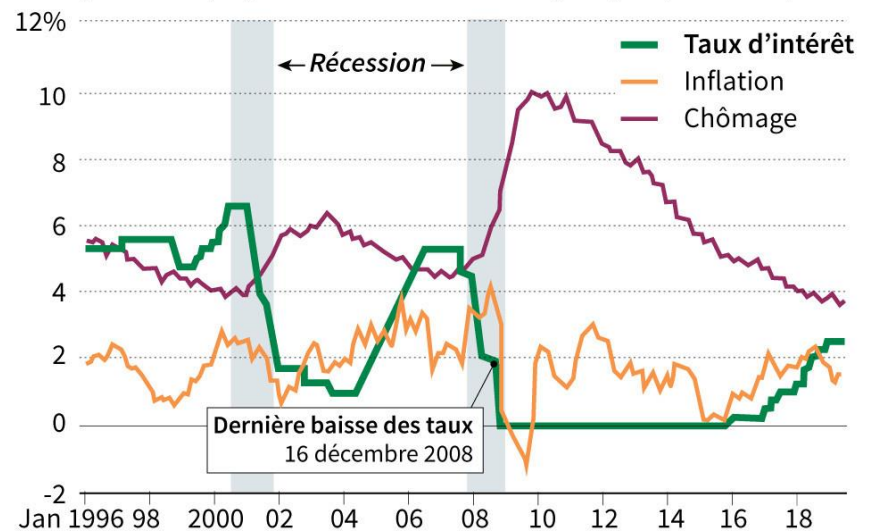
6- Que se passe-t-il quand la Banque centrale augmente son taux d'intérêt directeur ?

Hasse taux directeur -> hausse coût du refinancement pour les bq commerciales -> Elles répercutent cette hausse sur leurs clients -> hausse taux d'intérêt -> Baisse demande de crédits par les agents économiques -> Baisse de la demande (C° et I) -> baisse de l'inflation + baisse de la croissance.

Graphique

Taux d'intérêt américains

La Banque centrale (Fed) devrait abaisser ses taux le 31 juillet, une première depuis 2008



Sources : Réserve fédérale, US Bureau of Labor Statistics, Economic Analysis and Research

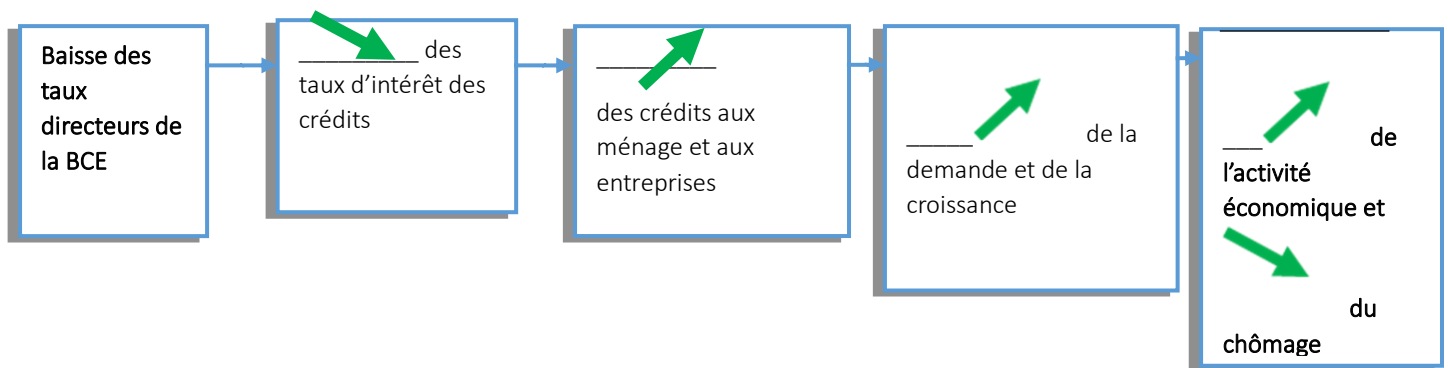
© AFP

1. Durant la période 2008-2010, comment évoluent les taux de chômage et d'inflation aux États-Unis ?

2008 : crise des subprimes : le taux de chômage augmente et l'inflation baisse, voire déflation en 2009.

2. Expliquez alors la réaction de la Banque centrale américaine.

La banque centrale américaine baisse son taux d'i directeur pour soutenir la demande, relancer l'emploi et lutter contre la déflation.



1. Justifier - Complétez le schéma ci-dessus.

2. Synthétiser - Comment une banque centrale peut-elle mener une politique de relance monétaire de soutien à la demande globale ?

Pour soutenir la demande globale la Banque centrale doit baisser le coût du refinancement des banques commerciales afin que celles-ci baissent leurs taux d'intérêt accordent plus facilement des crédits aux agents économiques. Ainsi si les ménages consomment plus à crédit et si les entreprises investissent plus grâce aux taux d'intérêt bas, la demande globale peut être soutenue.

Activité 5 – Les politiques de relance dans les faits

Document Les plans de relance face à la crise du coronavirus

Comment l'économie parviendra-t-elle à se relever après un tel choc ? Depuis le début de l'épidémie de coronavirus, les dirigeants de la planète convoquent les superlatifs pour désigner ce qui ressemble, selon l'ONU, à la *"pire crise"* depuis la Seconde Guerre mondiale. Un *"désastre rare"* à la *"magnitude sans rapport avec ce dont on a eu l'expérience de notre vivant"*, selon le Fonds monétaire international (FMI), qui prédit la plus grave récession depuis la Grande Dépression des années 1930.

Début janvier, juste avant la pandémie, Bercy prévoyait pour l'année 2020 une croissance de 1,3%. Un chiffre plutôt décevant – la croissance annuelle du PIB a oscillé entre 0,6% et 2,7% ces dix dernières années – mais sans commune mesure avec la catastrophe à anticiper : une récession brutale et vertigineuse de 8%, selon les prévisions les plus récentes du gouvernement.

Principal outil pour préserver les emplois : le chômage partiel, c'est-à-dire la prise en charge par l'Etat des salaires dans les entreprises qui ont dû réduire ou suspendre leur activité. Mais Bercy a aussi annoncé un fonds de solidarité de 7 milliards d'euros pour les petites entreprises et les indépendants, ainsi que des reports de charges et d'impôts pour soulager les entreprises à court de recettes. Et pour leur permettre de s'approvisionner en cash, les prêts qu'elle souscrivent auprès des banques peuvent bénéficier d'une garantie de l'Etat à hauteur globale de 300 milliards d'euros.

En France, plus de 10 millions de salariés (soit près d'un sur deux) bénéficient du chômage partiel. Un chiffre énorme, qui interroge sur d'éventuelles fraudes de la part d'employeurs peu scrupuleux qui utiliseraient ce dispositif tout en ayant recours au télétravail. Imparfaites, les mesures visant à maintenir l'économie française à flot n'en demeurent pas moins *"indispensables"*, soulignent les économistes interrogés par franceinfo. *"Le chômage partiel permet, dès la reprise, de retrouver un taux d'activité très fort, comme on l'a vu en Allemagne après la crise de 2009"*, explique ainsi Philippe Waechter, directeur de la recherche économique chez Ostrum Asset Management.

Les sommes en jeu donnent déjà le vertige. Le gouvernement chiffre à 110 milliards d'euros l'ensemble des mesures annoncées pour compenser les pertes durant ces deux mois de confinement. Un engagement colossal qui représente près d'un tiers des dépenses de l'Etat pendant un an.

Alors qui va payer la facture ? Pour financer ces mesures, l'Etat va devoir emprunter sur les marchés financiers, ce qui va aggraver le déficit public. Si les choses en restent là (ce qui est loin d'être acquis), ce déficit s'élèvera en 2020 à 9,1% du produit intérieur brut (PIB), alors que la prévision d'avant-crise s'établissait à 2,2%. Et la dette de la France va également exploser. *"Les dettes que l'on est en train d'accumuler en ce moment sont absolument considérables. On s'est battu au cours des 18 derniers mois pour ne pas franchir la barre symbolique d'une dette qui représente 100% de la richesse nationale. Mais là, on est passés en un mois de 100% à 115% !"* illustre l'économiste Elie Cohen au micro de franceinfo.

Comme la plupart de ses voisins européens, la France a la chance de pouvoir emprunter à des taux historiquement bas, voire négatifs, et sur de longues périodes. Une situation rendue possible par l'action vigoureuse de la Banque centrale européenne (BCE), qui rachète massivement des titres de dette souveraine (des obligations d'Etat à long terme) sur les marchés. Cette politique de *quantitative easing* (littéralement "assouplissement quantitatif"), impulsée par l'ex-gouverneur de la BCE Mario Draghi, devrait s'intensifier encore pour faire face à la crise. Mi-mars, la BCE, dirigée depuis six mois par Christine Lagarde, a ainsi sorti la grosse artillerie en dévoilant un plan de rachat d'actifs de 750 milliards d'euros jusqu'à la fin de l'année. De quoi donner un peu d'air aux pays dont les taux montaient en flèche sous l'effet de la crise du coronavirus, à commencer par l'Italie.

Une reprise, mais à quel rythme ?

L'efficacité des nouvelles mesures prises par la BCE est directement liée à leur rareté et à un certain effet de surprise auprès des acteurs économiques. *"Ça fonctionne parce que c'est du 'one shot'"*, résume Mathieu Plane. Mais dans l'hypothèse où la crise sanitaire jouerait les prolongations, avec de nouvelles périodes de confinement, il serait illusoire d'imaginer que la politique monétaire de la BCE puisse soutenir à bout de bras des économies à l'arrêt sur des durées prolongées.

Or, la question de la rapidité à laquelle l'économie repartira donne déjà des sueurs froides aux gouvernements. Après plus d'un mois de confinement, une reprise en forme de "V" – c'est-à-dire aussi brutale et vigoureuse que ne l'a été la récession – n'est plus l'hypothèse privilégiée par une majorité d'économistes. Certains prédisent une reprise plus lente, en "U". Car un déconfinement progressif se profile et le respect de mesures de distanciation sociale resteront en effet fortement conseillées. Les plus pessimistes voient une économie en "L", incapable de rebondir, quand d'autres imaginent une courbe ressemblant à la virgule du logo de la marque Nike, avec une reprise qui s'étalerait sur plusieurs années.

La "monnaie hélicoptère" pour le "monde d'après" ?

Certains économistes proposent de faire tomber de nouvelles barrières encore : la possibilité pour les Etats d'émettre des titres de dette perpétuelle, dont le capital n'aurait jamais à être remboursé. Ou encore des annulations pures et simples de dettes détenues par la Banque centrale, comme le suggèrent Laurence Scialom et Baptiste Bridonneau dans une note pour Terra Nova. *"Dans la situation actuelle, la dette n'est pas le bon mode de financement"*, estime pour sa part Jézabel Couppey-Soubeyran, maître de conférences à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Dans un article publié par l'Institut Veblen, Jézabel Couppey-Soubeyran, spécialiste de l'économie monétaire plaide pour une distribution de *"monnaie hélicoptère"*. Le principe : plutôt que de financer l'économie de manière indirecte en rachetant des actifs sur les marchés financiers, la Banque centrale européenne pourrait distribuer de l'argent directement aux acteurs économiques, sans remboursement attendu ni contrepartie. Aux Etats pour financer les mesures d'urgence, aux entreprises pour soutenir l'offre et aux particuliers pour soutenir la demande.

"La monnaie hélicoptère permet de s'affranchir des canaux de transmission habituels que sont les banques et les marchés financiers", rendant la politique monétaire à la fois "plus efficace" et "moins inégalitaire", estime Jézabel Couppey-Soubeyran. Si elles sont loin de susciter une approbation générale, ces propositions sont de plus en plus commentées parmi les économistes. "Il y a deux ou trois ans, elles étaient encore marginales. Aujourd'hui, elles sont davantage au centre des débats", observe Alexandre Delaigue. Les idées pour inventer le "monde d'après" ne manquent pas.

« Coronavirus : des mesures d'urgence aux plans de relance, comment affronter la "pire crise économique depuis 1929" ? », *Francetvinfo.fr* ; Ilan Caro, 25/04/2020

1. Présentez et chiffrez les mesures de relance budgétaire et monétaire présentées dans le document.
2. Quels effets positifs sont attendus de ces mesures ?
Préserver les emplois et limiter les faillites d'entreprises.
3. Quels en sont les effets négatifs présentés dans le document ?
La hausse de la dette de l'Etat.
4. Ces mesures sont-elles suffisantes face au choc économique ?
Ces mesures sont nécessaires pour absorber la crise économique mais elles ne peuvent suffire. Tant que la reprise économique n'est pas amorcée, les ménages ne vont pas consommer davantage et les entreprises ne vont pas investir.
5. Quels nouveaux types de mesures sont proposés par les économistes ?
 - L'émission de titres de dette perpétuelle par les Etats sans qu'ils aient à rembourser,
 - La « monnaie hélicoptère » : distribution par la BCE directement aux agents économiques de monnaie.

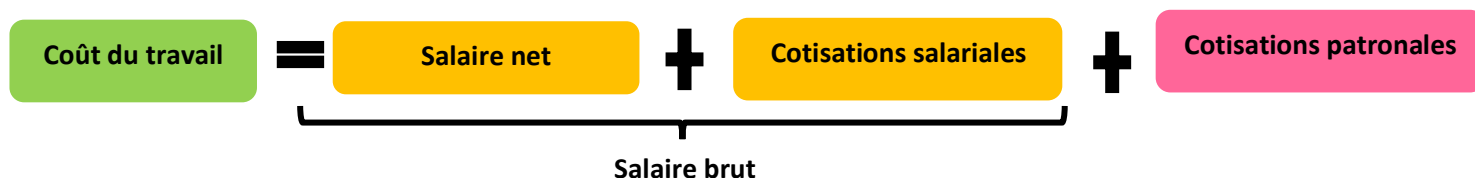
☒ Synthèse Etape 2 – schéma bilan p 93 – Recopiez et complétez le tableau

	Politique de relance budgétaire	Politique de relance monétaire
Mesures	Hausses des dépenses de l'Etat ou baisse de ses recettes.	Baisser le taux d'intérêt directeur pour baisser le taux d'intérêt des crédits aux agents économiques.
Effets attendu(s)	Soutenir l'activité économique en : - Soutenant le revenu des ménages pour qu'ils consomment, - Réduisant les coûts des entreprises pour qu'elles investissent et produisent.	Les banques commerciales accordent plus facilement des crédits aux agents économiques donc : - Plus d'achats à crédit (hausse de la C°) - Plus d'investissement des E ^{ses} .
Exemples	Baisse de la fiscalité (baisse des cotisations sociales, baisse d'impôts), versement de prestations sociales au ménages.	Taux 0 pratiqué par la Fed et la BCE après la crise de 2008. Rachat de dette publique par la banque centrale.
Limites	Augmentation du déficit public donc de la dette de l'Etat.	Si le contexte économique n'est pas favorable, les agents économiques ne vont pas consommer plus ou investir même avec des taux d'intérêt bas.

☆☆ Etape 3 – Comment lutter contre les rigidités du marché du travail ?

Activité 6 – Réduire le coût du travail pour relancer l'emploi

Complétez



Doc 2 p 95 : Q°1 et 2

Il y a deux manières de réduire le coût du travail :

- Soit réduire le salaire net
- Soit réduire les cotisations sociales patronales

Baisser le coût du travail peut permettre de réduire le chômage de plusieurs manières :

- ① Baisse des charges sociales → coût du travail pour les entreprises → le prix relatif du travail baisse → moindre « substitution du capital au travail » → hausse de l'emploi.
- ② Baisse des charges sociales → baisse des coûts de production des entreprises → baisse du prix de vente → hausse compétitivité-prix → hausse de la demande pour les produits français → hausse de l'emploi.
- ③ Baisse des charges sociales → baisse des coûts de production → hausse de la rentabilité → hausse des profits → hausse des moyens pour investir → hausse des capacités de production → hausse de l'offre → impact positif sur l'emploi.

 <https://www.lumni.fr/video/faut-il-baisser-les-charges-sociales>

1. A quoi servent les cotisations sociales ?

Les cotisations sociales sont des prélèvements obligatoires calculés sur le montant des salaires.

Les cotisations sociales sont en France le pilier du financement de la protection sociale. En effet, elles servent à financer :

- L'assurance maladie (dépenses de santé)
- L'assurance vieillesse
- Les retraites
- Les cotisations chômage
- Les accidents du travail
- Les allocations familiales

2. Quels sont les arguments en faveur de la baisse des cotisations sociales ?

Les cotisations sociales augmentent le coût du travail. Réduire les cotisations sociales permettrait d'augmenter la rentabilité des entreprises, de relancer l'investissement et de baisser les prix. La consommation serait ainsi stimulée et donc la production aussi ce qui augmenterait le niveau de l'emploi.

3. Quels problèmes pose la baisse des cotisations sociales ?

Cependant la baisse des cotisations sociales fait baisser les recettes de la protection sociale, donc baisse des dépenses de santé et de formation, ce qui peut faire baisser la productivité des salariés.

De plus une baisse des cotisations sociales signifie moins de prestations sociales versées donc lorsque la croissance ralentit les ménages ont moins de soutien donc ils dépensent moins. Ce qui peut entretenir un chômage keynésien.

4. Pourquoi réduire le coût du travail en baissant les cotisations sociales est une solution à nuancer pour lutter contre le chômage ?

- C'est une mesure qui peut coûter cher pour un effet limité.
- L'Etat a déjà tenté cette solution en baissant les cotisations sociales sur les salariés les moins qualifiés, cela n'a pas empêché la dégradation de la compétitivité des entreprises.
- De plus, les entreprises sont incitées à embaucher des travailleurs peu qualifiés pour bénéficier de la mesure mais cela ne les incite pas à augmenter les qualifications au risque de perdre l'avantage des cotisations réduites.
- Enfin les pays où les cotisations sociales sont les plus basses n'ont pas forcément un niveau de chômage plus bas.

Bilan p 95 : Les effets d'une politique d'allègement du coût du travail

Effets positifs	Effets négatifs
Baisse de la substitution K-L Hausse de la compétitivité-prix Hausse de la profitabilité, donc hausse de l'emploi, en particulier non qualifié	Smicardisation des travailleurs Effets d'aubaine Coût pour l'État/baisse des recettes de protection sociale Risque de substitution des emplois peu qualifiés aux emplois qualifiés

Activité 7 – Plus de flexibilité sur le marché du travail pour réduire le chômage

Vidéo « Déchiffrage » (3) 7'-8'50

https://www.youtube.com/watch?v=Da4_6Pt7xeY

1. Relevez dans l'extrait les différentes formes de flexibilité du travail présentées.

Flexibilité interne = polyvalence des salariés

Annualisation du temps de travail

Flexibilité externe

DOC 2 Les différentes formes de la flexibilité

Flexibilité salariale	Flexibilité du marché du travail				Flexisécurité (modèle danois)
	Flexibilité quantitative		Flexibilité qualitative ou fonctionnelle		
	externe	interne	externe	Interne	
Pouvoir baisser les salaires	Pouvoir adapter les effectifs aux besoins	Pouvoir adapter le nombre d'heures de travail aux besoins	Pouvoir externaliser certaines activités	Pouvoir adapter le contenu des postes de travail et réaffecter la main-d'œuvre vers d'autres postes	<ul style="list-style-type: none">● Flexibilité du marché du travail● Sécurité pour les travailleurs (indemnisation chômage contractuelle)● Politique active de l'emploi

Source : Bordas, 2020.

1 • Illustrer Associez chacun des exemples suivants à la forme de flexibilité correspondante.
 contrat zéro heure – polyvalence des travailleurs – chômage partiel
 – annualisation du temps de travail – mini-jobs en France – CDD – intérim
 – heures supplémentaires – sous-traitance

2 • Distinguer Différenciez la flexibilité quantitative et la flexibilité qualitative.

3 • Expliquer Montrez comment la flexibilité quantitative permet de lutter contre le chômage.

4 • Comparer Quelle est la particularité du modèle danois de flexibilité comparativement à la forme traditionnelle de flexibilité du marché du travail ?

2- Deux grandes catégories de flexibilité :

➤ **La flexibilité quantitative** permet d'adapter les quantités de travailleurs ou d'heures de travail aux besoins des entreprises.

➤ **La flexibilité qualitative** joue sur la qualité des travailleurs (ils sont capables de travailler à des postes différents)

1- Exemples de forme de flexibilité :

Flexibilité salariale	Flexibilité du marché du travail			
	Flexibilité quantitative		Flexibilité qualitative	
	externe	interne	externe	interne
• mini-jobs en France	• CDD • intérim	• annualisation du temps de travail • contrat zéro heure • chômage partiel • heures supplémentaires	• sous-traitance	• polyvalence des travailleurs


3- Plus de flexibilité quantitative peut permettre de lutter contre le chômage de plusieurs manières :

① **La flexibilité quantitative externe** → assouplissement des contrats de travail → facilite les licenciements et ruptures de contrat en cas de ralentissement de la croissance → la peur d'embaucher baisse → hausse de la demande de travail en cas de reprise → baisse du chômage.

② **La flexibilité quantitative interne** permet d'adapter le nombre d'heures travaillées au niveau de l'activité → l'entreprise conserve sa main-d'œuvre et n'a pas à supporter de coûts de recrutement et de formation en cas de reprise → baisse des coûts de production → 1) hausse de la compétitivité-prix → gains de parts de marché → hausse des ventes à l'origine de création d'emplois

ou 2) → amélioration de la rentabilité et de la profitabilité → hausse de l'investissement → hausse de la production et donc de l'emploi.

4- C'est la sécurité pour les travailleurs, associée à une politique active de l'emploi.

 **Doc 3 p 99 : Q° 2** + expliquez cette évolution.

Le CDD (contrat à durée déterminée) permet d'introduire de la flexibilité, l'entreprise embauche en CDD quand il a besoin temporairement de travailleurs supplémentaires lors des pics d'activité.

Entre 1993 et 2017 la part des embauches en CDD a augmenté de 11 points. Les embauches en CDD représentent 76 % des embauches en 1993, 87 % des embauches en 2017.

Tableau bilan p 99 : Les effets de la flexibilité

Effets positifs de la flexibilité	Effets négatifs de la flexibilité
Baisse des coûts de production, donc amélioration de la compétitivité et de la rentabilité Sauvegarde de l'emploi Création d'emplois	Baisse de productivité Baisse de l'innovation Risque de pauvreté Transfert sur la collectivité des risques associés à la pauvreté

☒ **Bilan : Recopiez et complétez le tableau**

	Effets positifs	Effets négatifs
Réduire le coût du travail	- Augmenter la rentabilité des entreprises. - Baisse des prix, hausse de la compétitivité et de la C° - Hausse de la P° et des emplois	- Baisse des recettes de la protection sociale - Salariés moins formés et en plus mauvaise santé - Effet limité de la mesure sur les créations d'emplois

Augmenter la flexibilité du marché du travail

- Les entrepreneurs hésitent moins à embaucher,
- Réduction du coût du travail

- Hausse incertitude pour les salariés
- Hausse de la pauvreté
- Baisse de la productivité

Pour aller plus loin : La flexisécurité

 <https://www.lumni.fr/video/la-france-peut-elle-adopter-la-flexisecurite>

1. Quels sont les 3 principes de la flexisécurité ?
2. Quelles mesures a mis en œuvre la France s'inspirant de ce modèle ?
3. Pourquoi en France ce modèle est-il difficile à reproduire ?

La **flexisécurité** est une pratique apparue dans les années 90 dans les pays scandinaves.

Flexi = donner de la flexibilité aux entreprises

Sécurité = et de la sécurité aux travailleurs

Cette pratique repose sur 3 principes :

- ① Une faible protection de l'emploi ⇔ les entreprises peuvent embaucher et licencier facilement.
- ② Une indemnisation généreuse pour les chômeurs
- ③ Un fort encadrement des chômeurs dans leur recherche d'emploi

Ex : pour la formation

Pour le suivi des demandeurs d'emploi

La France a pris quelques mesures s'inspirant de ce modèle :

- La loi travail en 2016 (loi El Khomri) : licenciement économique facilité, plus de souplesse du temps de travail.
- Possibilité de cumul des CDD

En France ce modèle est difficile à reproduire car :

- il faut un dialogue social (= concertation entre les partenaires sociaux, c'est-à-dire syndicats de salariés et de patrons) de qualité pour équilibrer les deux volets : flexibilité et sécurité, or en France le taux de syndicalisation est faible ce qui complique le dialogue social.
- Les moyens financiers manquent pour mieux encadrer les chômeurs.

☒ Quiz en ligne :

☒ Synthèse –

Comment les politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale permettent-elles de lutter contre le chômage conjoncturel ?

Les **politiques macroéconomiques de soutien de la demande globale** peuvent permettre de lutter contre le chômage conjoncturel.

Pour lutter contre le chômage keynésien, il faut agir sur le niveau de la demande anticipée grâce à des politiques de relance. Les pouvoirs publics peuvent conduire des **politiques budgétaires de relance ou expansionniste**.

Par exemple, en diminuant les impôts, ils favorisent la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Ils peuvent augmenter les dépenses publiques en augmentant les prestations sociales à destination des ménages ou réaliser des investissements publics. La politique budgétaire de relance s'effectue donc par une hausse des dépenses publiques ou une baisse des prélèvements obligatoires.

Une politique budgétaire expansive (ou expansionniste) se traduit par une hausse de la demande globale (consommation des ménages, consommation collective des administrations publiques, investissement et exportations) : celle-ci doit inciter les entreprises à produire davantage, donc à embaucher. Une telle politique permet ainsi de lutter contre le chômage conjoncturel.

Un soutien de la demande globale passe également par la mise en place d'une **politique monétaire**. La variation des taux d'intérêt influence par la suite la demande globale.

Dans bon nombre de pays développés, lorsque les ménages empruntent, c'est la plupart du temps pour consommer un bien durable et coûteux (achat d'une voiture, par exemple). Pour cette raison, la variation du taux d'intérêt directeur a un effet sur les dépenses de consommation par le canal du taux d'intérêt. Si le taux d'intérêt directeur baisse, le coût du crédit baisse pour les ménages : il s'ensuit une hausse du nombre de ménages qui peuvent emprunter et des capacités d'emprunt de chaque ménage. Dès lors, les dépenses de consommation peuvent s'accroître, ce qui pousse les entreprises à produire davantage et à embaucher.

Les ménages et les entreprises empruntent aussi de la monnaie pour investir. Par exemple, les ménages demandent des crédits pour acquérir un logement (appartement ou maison). La hausse de l'investissement des ménages se traduit par une hausse de l'activité dans les branches de la construction, de l'immobilier, ce qui peut conduire à des créations d'emplois.

Tout comme les ménages, les entreprises sont aussi fortement influencées par le niveau des taux d'intérêt des prêts dans leurs décisions d'investissements (achat de machines, de locaux...). Or, la demande d'investissement des entreprises stimule la création d'emplois dans les branches productrices de biens de production.

En quoi les politiques d'allègement du coût du travail permettent-elles de lutter contre le chômage conjoncturel et structurel ?

On reproche souvent à certaines économies d'avoir un **coût du travail** élevé qui entraînerait du chômage.

Si le coût du travail est trop élevé les entreprises sont désincitées à embaucher. **Les politiques d'allègement du coût du travail** permettent alors de lutter contre le chômage.

Voici les principaux arguments sur le salaire minimum et qui permettent d'expliquer pourquoi la baisse du coût du travail permet de lutter contre le chômage :

- Si le coût du travail augmente, cela entraîne une hausse des coûts de production. Ainsi, les entreprises peuvent décider de remplacer le facteur travail par du facteur capital : c'est ce qu'on appelle la substitution du capital au travail, entraînant ainsi une hausse du chômage.
- De même, une hausse du coût du travail peut conduire à des délocalisations dans des pays où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé. Les délocalisations entraînent des licenciements créant ainsi du chômage.
- La hausse du coût du travail pousse les entreprises à augmenter les prix en raison d'une hausse des coûts de production, car elles souhaitent conserver leurs marges. Or, cette hausse des prix entraîne une baisse de la compétitivité-prix qui risque de faire diminuer le volume des exportations. Les exportations étant une composante de la demande globale, les entreprises produisent moins et licencient.

La baisse du coût du travail peut, à l'inverse, avoir des effets immédiats sur le niveau de chômage conjoncturel ; elle peut aussi, à long terme, permettre de lutter contre le chômage structurel. En effet, l'allègement du coût du travail doit permettre de restaurer la compétitivité des entreprises et d'inciter les entreprises à embaucher : cet allègement peut notamment être effectué en diminuant les cotisations sociales qui pèsent sur les employeurs lors de l'embauche des salariés

En quoi les politiques de formation permettent-elles de lutter contre le chômage structurel ?

Les gouvernements tentent de lutter contre le chômage structurel en favorisant la qualification des salariés. Or, être qualifié suppose de suivre une **formation**. Les pouvoirs publics mettent alors en place des **politiques de formation** pour lutter contre le chômage structurel.

La formation permet de fournir de nouvelles compétences et d'augmenter le capital humain des individus. Grâce à la formation, les individus et les économies sont plus aptes à s'adapter aux chocs (liés, par exemple, au progrès technique ou à la mondialisation et à la concurrence des pays émergents) nécessitant un redéploiement de la main-d'œuvre entre secteurs, professions ou régions.

Ces politiques, appelées « politiques actives du marché du travail » améliorent le processus d'appariement entre les travailleurs en quête d'un emploi et les postes vacants, ce qui permet de lutter contre la composante structurelle du chômage. En effet, les travailleurs dont les emplois sont supprimés trouvent plus rapidement un autre emploi.

Il faut aussi souligner que la formation, parce qu'elle accroît le capital humain des personnes, leur permet d'être mieux rémunérées, car elles seront plus qualifiées. Or, la hausse des salaires soutient la consommation et l'investissement des ménages, donc la demande globale : la composante conjoncturelle du chômage se réduit également.

Comment les politiques de flexibilisation permettent-elles de lutter contre les rigidités du marché du travail et le chômage structurel ?

On reproche souvent au marché du travail français deux imperfections : une trop forte rigidité du marché du travail et une inadéquation entre l'offre et la demande de travail. Pour tenter de lutter contre ces deux imperfections, les pouvoirs publics mettent en place des **politiques de flexibilisation**.

On distingue ainsi deux types de flexibilité : la flexibilité interne et la flexibilité externe.

Au sein de la flexibilité interne, on distingue la flexibilité interne quantitative, la flexibilité fonctionnelle et la flexibilité salariale ; au sein de la flexibilité externe, on distingue la flexibilité externe quantitative et l'externalisation.

La flexibilité, quelles que soient ses formes, permet aux entreprises :

- D'ajuster le volume (flexibilité quantitative interne et externe) et la qualité (flexibilité fonctionnelle) de l'emploi, donc d'ajuster la production à la demande en quantité et en qualité.
- D'éviter les surcoûts liés à une main-d'œuvre inutilisée (flexibilité quantitative interne et externe) afin de gagner en compétitivité prix.
- De faciliter l'intégration professionnelle et sociale des individus les moins productifs : les formes particulières d'emploi ou emplois atypiques sont, par exemple, un sas d'entrée sur le marché du travail pour les jeunes (flexibilité quantitative externe).
- De transférer le risque des fluctuations d'activité, donc le coût des embauches, du *turn over* et des licenciements vers une autre entreprise (flexibilité par externalisation).
- De faciliter la reconversion des salariés (flexibilité fonctionnelle) face aux chocs induits par le progrès technique et par la mondialisation : cette forme de flexibilité facilite l'appariement entre l'offre et la demande de travail.
- De faciliter l'embauche des moins productifs (moins qualifiés, jeunes, rémunérés à leur productivité marginale) et dans les activités de services peu productives (flexibilité salariale).
- De gagner en compétitivité hors-prix grâce à la polyvalence des salariés.

Les politiques de flexibilisation sont donc un moyen de lutter contre la composante structurelle du chômage : elles atténuent les rigidités liées aux institutions présentes sur le marché du travail et facilitent l'appariement entre l'offre et la demande de travail.

Toutefois, certaines formes de flexibilité peuvent entraîner de la précarité. On peut ainsi prendre l'exemple des créations d'emplois en CDD qui sont source de précarité du fait que les individus alternent période d'activité et période de chômage avec des revenus incertains pouvant parfois conduire à la pauvreté. Ainsi, le taux de travailleurs pauvres parmi les travailleurs en contrat précaire est de 16,3 % contre 5,8 % pour les travailleurs en contrat à durée indéterminée en 2015 en Europe.

Le recours aux formes particulières d'emploi dans le cadre de la flexibilité externe quantitative génère des inégalités entre les salariés et une segmentation du marché du travail avec, d'une part, des salariés embauchés en CDI (contrat à durée indéterminée), qui bénéficient d'une stabilité de l'emploi et des possibilités d'évolution de carrière, et, d'autre part, des travailleurs plus précaires.

Certaines études soulignent aussi que la flexibilité peut conduire à un ralentissement de la productivité : les salariés en emplois atypiques bénéficient rarement de la formation continue et n'ont pas toujours l'expérience requise pour le poste qu'ils occupent.

Pour tenter de lutter contre ces inconvénients, le Danemark a mis en place la flexisécurité.